

marne actu

Mensuel de la Fédération de la Marne du Parti Communiste Français

N° 1101 - OCTOBRE 2014 - Prix: 0,15€

RASSEMBLER LA GAUCHE ET LE PEUPLE POUR UN SURSAUT NATIONAL



Alors que le gouvernement s'enferme de plus en plus dans ses dogmes austéritaires, des voix nouvelles se font entendre chaque jour pour réclamer une autre politique, l'arrêt des cadeaux aux grandes entreprises, de la soumission au monde de la finance. Le Premier Ministre, de plus en plus contesté au sein même de son parti choisit face à ces critiques une véritable fuite en avant. Fin du CDI, dynamitage de la sécurité sociale, tout ce dont rêve le grand patronat est dorénavant mis en œuvre et assumé par l'exécutif. Et pour lever tous les obstacles au dessein du grand capital, Valls et ses amis

veulent maintenant provoquer une recomposition politique dans notre pays dont l'objectif est de marginaliser durablement les forces de gauche et de progrès. Peu leur importe les dégâts sociaux, économiques et politiques qu'ils engendrent. La mise en danger du pacte républicain, le renforcement de l'extrême-droite dans ce climat actuel si malsain ne semblent même pas les gêner plus que cela.

Oui, aujourd'hui, nous sommes face à de grands dangers. Ce contexte nous appelle donc à être pleinement lucides et responsables. Ce qui se pose à nous, c'est d'engager la construction politique qui débouche sur une alternative de progrès. Cette alternative politique, aujourd'hui, elle reste à construire, grâce à un travail patient mais exigeant de rassemblement qui puisse devenir majoritaire.

Il faut aller au-delà de la sanction du gouvernement. La colère stérile, le fatalisme, le trouble, la perte totale de repères permet au

capital une offensive générale. Nous avons besoin de mettre dans le débat des perspectives, des solutions, avec comme ligne de mire le rassemblement de la gauche et du peuple.

La première de nos tâches est donc de remettre le pays en action, de remettre partout en mouvement les forces disponibles pour construire l'alternative. Travailler à ce que, partout, les citoyens reprennent la parole, construisent leur union autour de solutions de justice sociale, de paix, de liberté.

Le désespoir reculera grâce à l'engagement citoyen. Le PCF doit être une de ces forces qui met le peuple en mouvement, qui travaille au quotidien avec les forces vives du pays à des issues de progrès aux problèmes que rencontrent nos concitoyens. C'est un appel à l'union pour faire reculer les divisions dont nous devons être porteurs.

En France, les valeurs issues de la révolution continuent d'irriguer la société. Des forces, nombreuses, sont là, présentes. Elles doivent se rendre disponibles pour travailler ensemble et continuer dans les conditions d'aujourd'hui ce formidable imaginaire culturel qu'est la gauche, avec ses diversités, communistes, socialistes, écologistes, et inventer un XXIème siècle de partage, du bien commun et de la transition énergétique.

Cédric LATTUADA
Secrétaire départemental
Parti Communiste Français ■

REIMS

ARNAUD ROBINET, LE MAIRE DES RICHES

La crise économique s'approfondit, le chômage s'amplifie, les dégradations des conditions de vie touchent de plus en plus de personnes. L'entêtement du gouvernement dans une politique d'austérité, au service du Medef, aboutit à un échec comme partout où les politiques libérales sont appliquées.



La ville de Reims, déjà fragilisée par les politiques mises en œuvre pendant 10 ans par la droite au plan national, voit comme l'ensemble des villes de notre département le nombre de personnes en précarité financière exploser. Plus de 20 % des rémois vivent sous le seuil de pauvreté.

La réorientation politique du pays contre les gâchis de la finance, de relance sociale, de justice fiscale, est évidemment urgente. Néanmoins, les collectivités peuvent être un bouclier social pour les trop nombreuses victimes de la crise, avec les services publics

locaux, avec leurs centres communaux d'action sociale (CCAS).

De 2008 à 2014, la majorité de gauche à la municipalité de Reims a pleinement joué ce rôle en assurant des droits fondamentaux aux plus modestes en matière de logement, de transports, de petite enfance...

Malheureusement, le maire UMP de Reims et son équipe ont décidé de mettre un coup d'arrêt à cette philosophie. Plutôt que de garantir les protections indispensables aux familles accompagnées par le CCAS, la droite rémoise

taille dans le vif en écartant des milliers de rémois d'aides sociales.

Oui, l'accélération de la paupérisation de la ville appelle à ce que des moyens supplémentaires soient dégagés. Y répondre ou non est une affaire de choix politique. Le maire a choisi : il préfère attribuer une ristourne annuelle de 500.000 euros aux grandes enseignes et permettre une baisse de la fiscalité aux propriétaires les plus aisés. Comme Sarkozy fut surnommé à juste titre « le président des riches », Arnaud Robinet serait-il « le maire des riches » ? ■

LE CHIFFRE



Les artisans et salariés du BTP ont déjà subi 35% de chute des commandes publiques, un réel risque pour l'emploi

28 milliards

L'Etat versera 3,7 milliards de € en moins de dotations aux collectivités locales en 2015, après trois années de stagnation. Jusqu'en 2017, ce seront 28 milliards qui vont disparaître. Les régions, départements et mairies verront donc 30% de leurs capacités d'investissement disparaître. Cela aura forcément un impact négatif sur l'ensemble de la population, avec des services publics (hôpitaux, pompiers, lycées...) menacés et des entreprises (BTP, commerces...) qui subiront une chute de leurs commandes.

QUAND ON EST DE GAUCHE...
ON EST DU CÔTÉ
DES SALARIÉS



AGENDA

NOVEMBRE

- 04 CONFÉRENCE DÉPARTEMENTALE DU PCF
18H00 - Salle Rossini - Reims
- 08 CONFÉRENCE NATIONALE DU PCF
Montreuil
- 15 MOBILISATION NATIONALE
Contre l'austérité et pour d'autres choix budgétaires
- 16 REPAS DE LA SECTION DU PCF DE REIMS
12H00 - Maison de Quartier Billard-Croix-Rouge
Inscriptions 03 26 06 52 89 ou 06 95 86 74 89
- 22 REPAS DE LA SECTION PCF D'EPERNAY
19H00 - Inscriptions au 03.26.88.20.00
ou au 06 41 16 51 01
- TOUS LES LUNDI
17H30-19H00 - Section de Châlons-en-Ch.
Permanence de la section au 28 rue Jules Lobet.
+ d'infos: pcfchalons51@free.fr / 03.26.68.30.20

SOMMAIRE

- P1 Agenda + le chiffre
Rassembler la gauche et le peuple pour un sursaut national
Arnaud Robinet, le maire des riches
- P2 Châlons brisé par l'austérité
La droite se déchire en séance plénière
Réforme territoriale au service du capitalisme mondialisé
Appel pour un référendum

CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE

CHÂLONS BRISÉ PAR L'AUSTÉRITÉ

Le gouvernement vient d'annoncer la dissolution du 1er Rama et le départ de la 1ère Brigade mécanisée de Châlons. C'est la conséquence de l'application de la loi de programmation militaire.

1250 emplois directs, 3000 habitants viennent d'être biffés du territoire à cause d'une réforme votée en son temps par les députés UMP sous Sarkozy, et mise en œuvre par le gouvernement Hollande/Valls. Cela intervient après la RGPP, les suppressions de postes de fonctionnaires, dans les hôpitaux, dans les établissements scolaires, et en attendant la funeste réforme territoriale qui aura des conséquences sur l'emploi et le développement économique tout autant désastreuses.

La loi de programmation militaire acte une armée à deux vitesses : d'un côté une force d'interventions extérieures qui bénéficie de toutes les attentions financières, et de l'autre le reste de l'armée qui doit se contenter de la disette budgétaire. Il s'agit de privilégier les besoins stratégiques de l'OTAN au détriment de la protection du territoire national. L'armée est désormais gérée comme une entreprise privée et est aujourd'hui victime du "plus grand plan social" que notre territoire ait connu.



A Châlons, après les fermetures de Grantil, d'Air Liquide... ce désaménagement du territoire est un nouveau coup dur.

Bien sûr, nous prendrons part aux initiatives collectives visant à obtenir des compensations de l'État, mais la vraie solution passe par l'arrêt des politiques inefficaces d'austérité qui ne fonctionnent nulle part.

Nous souhaitons que toutes les forces vives de la ville, de la région, du département, avec l'État

travaillent ensemble pour développer les atouts et richesses de notre territoire : nos administrations, le secteur agro-industriel, Vetry, les entreprises et services qui structurent encore notre agglomération. Il faut tourner le dos à l'austérité pour engager une politique d'avenir.

Dominique Vatel

Président du groupe communiste à la ville de Châlons

POLITIQUE

RÉFORME TERRITORIALE AU SERVICE DU CAPITALISME MONDIALISÉ

Elus et responsables syndicaux de la région se sont retrouvés le 21 octobre dernier à Châlons pour une journée d'échanges sur le projet de réforme territoriale du gouvernement. A quelques jours d'une seconde lecture à l'Assemblée Nationale du futur périmètre des régions, et du projet de loi qui vise notamment à faire disparaître les départements, à modifier les compétences des collectivités et à imposer à marche forcée des regroupements intercommunaux, avec en ligne de mire la disparition des 36000 communes de notre pays à terme. Ce qui est en train de se décider est lourd de dangers pour l'avenir de la démocratie locale, des services publics locaux, les personnels de ces collectivités... C'est pour cette raison que lors de la fête de l'Humanité a été lancée une campagne pour exiger un grand débat public sanctionné par un référendum à travers notamment un appel du PCF auquel s'est associée l'Association Nationale des Elus Communistes et Républicains. ■

VOEU DU CONSEIL RÉGIONAL SUR L'AVENIR DE CHÂLONS

LA DROITE SE DÉCHIRE EN SÉANCE PLÉNIÈRE



L'incident en dit long sur la manière dont s'organise la fusion des régions. Le 20 octobre dernier la droite s'est divisée lors de l'Assemblée plénière du Conseil régional. Une partie du groupe UMP sous la pression de son président Jean Luc Warsmann n'a pas voté le vœu de la majorité de gauche demandant que Châlons conserve son statut de Capitale régionale. Un comble ! Une position dénoncée par plusieurs conseillers régionaux de droite. Il faut dire que M. Warsmann, à l'image de plusieurs parlementaires champardennais, accepte de sacrifier sa propre région et sa capitale pour de simples calculs politiques. Les barons locaux se prononcent en fonction de leurs propres intérêts. Ils acceptent d'éloigner les citoyens des lieux de décision et « dealent » avec le gouvernement les contours d'une future région où ils auraient un rôle à jouer, quitte à accepter que Strasbourg devienne éventuellement la capitale. Dans ce

grand marchandage, l'avenir de Châlons ou de la Marne compte très peu. Ce qui met dans l'embarras les députés Benoît Apparu ou Arnaud Robinet. Ils partagent pleinement l'ambition de créer des méga-collectivités taillées au service de grands groupes privés, où l'austérité dictée par l'État serait de mise. Mais ils s'insurgent sur les conséquences pour leur commune, pour être en phase avec leurs électeurs. D'où le rifi et des positions inconciliables à propos de l'avenir de Châlons.

Comme sur de nombreux sujets, il est en effet compliqué d'accepter à Paris des mauvais coups et de dire son accord dans son territoire. Il n'y a que M. Warsmann pour assumer publiquement – et avec autoritarisme quand il tente d'intimider ceux qui ne se rangent pas derrière lui – l'affaiblissement et la désorganisation des territoires... ■

APPEL POUR UN RÉFÉRENDUM
 SUR LA RÉFORME TERRITORIALE EN COURS
POUR UN NOUVEL ÉLAN DÉMOCRATIQUE
DONNONS LA PAROLE AU PEUPLE

Après la loi d'affirmation des métropoles, la réforme territoriale annoncée tambour battant dans la foulée des élections est en train d'être adoptée au pas de charge, sans débat ni concertation.

Il s'agit de changements majeurs qui mettent en cause le socle républicain en réduisant de façon considérable les espaces d'intervention citoyenne, en portant des coups sévères à la capacité d'action de la puissance publique, en mettant à mal l'égalité entre les territoires.

En balayant les apports créatifs de la décentralisation, ces projets auront pour effet de concentrer les pouvoirs entre les mains de quelques-uns, d'instaurer des tutelles et une technocratie puissante, pour mettre les territoires désincarnés plus encore au service de la concurrence libérale.

Cette restructuration massive s'accompagne d'une volonté farouche de réduire le volume de l'action publique (pacte de responsabilité) et se traduit par une réduction sans précédent des moyens des collectivités locales déjà en difficulté pour assurer le développement de nos territoires et la réponse aux besoins de la population.

Le mouvement sportif, les acteurs culturels, l'éducation populaire en payeront le prix fort, et il en sera de même pour le tissu économique et les services publics locaux. Cette logique doit être refusée et nous devons protéger l'investissement public en rejetant l'austérité programmée. la remise en cause des collectivités locales où nous avons appris à vivre et décider ensemble dans une certaine proximité n'est pas la solution pour remédier aux insuffisances démocratiques et relever les défis de notre temps.

Face à la crise politique, il est urgent de refonder ensemble la république française. Cela doit se faire dans un grand mouvement de réappropriation populaire et d'intervention citoyenne.

C'est pourquoi, nous demandons - c'est là, la seule urgence véritable - un grand débat public ainsi que la consultation de notre peuple par référendum sur la réforme territoriale en cours.

NOM ET PRÉNOM : _____
 ADRESSE : _____
 TÉL. : _____ SIGNATURE
 MAIL : _____

CONTACT

Tél: 03.26.88.20.00
 Fax: 03.26.88.17.39

Mail: fede@pcf-marne.fr
 Web: www.pcf-marne.fr

ABONNEMENT ET SOUTIEN

NOM / Prénom _____
 Adresse _____
 CP / Ville _____

Versez la somme de 15 euros ou plus à l'ordre de:
 «Marne-Actualités» - 25 rue des Poissonniers 51100 REIMS

--Marne
 Actualités Journal
 communiste Rédaction
 Administration Publicité
 Impression--
 25 rue des Poissonniers
 Reims
 Tél. 03.26.88.20.00 -
 Fondateur: René TYS -
 Directeur de Publication:
 C.LATTUADA - Comission
 paritaire n°1214 P 11350
 Impression:
 Imprimerie Des Moissons,
 8 bd Berthelot, Reims -
 Prix:0.15€ Abonnement
 annuel: 15€



Le hors-série « GAZA » est disponible auprès de la fédération de la Marne et des sections du PCF au prix de 5€, dont 2€ reversés pour les enfants de Gaza.